

Communiste, citoyen et écologiste

...

Bientôt plus de Conseil général ?



C'est ce que nous propose le gouvernement depuis plusieurs mois.

Ainsi, finie la démocratie de proximité, finie la compétence générale qui permettent à des élus proches de nous de faciliter le développement économique, le sport, la culture, le soutien aux communes et aux associations.

Désormais, si ce projet de loi devenait réalité, ce serait les Intercommunalités portées à un minimum de 20 000 habitants et les Régions redécoupées qui gèreraient notre quotidien, c'est-à-dire la solidarité et l'égalité des territoires à la place des Communes et des Départements.

C'est inacceptable !

D'une part, ce projet ne figurait pas dans les propositions de François Hollande lors de l'élection présidentielle et les électeurs n'ont donc pas pu donner leurs avis et leurs votes en connaissance de cause. D'autre part, ce projet présenté comme un moyen d'économiser 25 milliards d'euros de dépenses publiques (ce dont tous les experts doutent) porte un coup aux services publics de proximité, à l'emploi, à la démocratie, à la solidarité, en cassant l'organisation territoriale et sociale qui structure notre pays depuis la Révolution et qui a fait ses preuves.

Alors, quelle puissance est plus écoutée que les Françaises et les Français ? Pourquoi détruire l'organisation de la République : Etat, Départements, communes, pour lui substituer celle de l'Europe, des Régions et des Intercommunalités ?

Sinon pour complaire aux tenants de l'Europe capitaliste qui avec Bruxelles et le traité de Lisbonne s'acharnent à exiger de notre pays l'abandon de son histoire pour se mettre aux normes de l'Europe et des marchés financiers, du libéralisme économique et de la mise en concurrence et de la marchandisation de tous les secteurs de la vie humaine.

Face à de tels enjeux, il est nécessaire que notre peuple puisse débattre et décider lui-même de son organisation territoriale. Un référendum est indispensable pour cela.

Groupe communiste

Contact : 05 53 02 20 31

e-mail : jpsalon1@wanadoo.fr

<https://www.dordogne.fr/votre-departement/assemblee-departementale/opinions/communiste-citoyen-et-ecologiste?>

Janvier 2013

Le Conseil général de la Dordogne n'échappe pas à la règle. Les Conseils généraux, comme l'ensemble des collectivités n'ont plus de marge de manœuvre pour mettre en œuvre les politiques qu'ils souhaitent. La nécessaire compensation des charges opérée par l'Etat doit être revue pour correspondre aux réalités imposées aux Conseils généraux. Elle doit découler d'une évaluation de la décentralisation, de ses atouts, de ses limites comme de ses ambitions futures. Les dotations de l'Etat doivent être indexées sur l'inflation. Les Conseils généraux ont la charge des politiques de solidarité au travers des allocations sociales, mais cette solidarité pour être pleine et entière et efficace doit bénéficier d'un financement national et de la protection sociale pour l'APA. Les SDIS doivent également être financés au plan national avec de nouvelles recettes provenant d'une taxation des profits des assurances et des grands groupes immobiliers.

Enfin il y a urgence à mettre en œuvre une réforme de la fiscalité locale juste et efficace qui redonne un pouvoir fiscal aux Conseils généraux et une autonomie financière permettant de répondre aux besoins.

Si le projet de loi sur la décentralisation du gouvernement ne répondait pas à ces urgences, il mettrait gravement en cause la décentralisation et il multiplierait les dangers sur le service public départemental, les actions à venir nécessaires au développement de la Dordogne. Des moyens indispensables pour servir l'intérêt général.

Résistons !

Nous vivons une rentrée bien singulière.

Alors que les familles sont confrontées à la vie chère, aux salaires bloqués, aux menaces de suppressions d'emploi, à la recrudescence du chômage, le débat en cette rentrée est résumé à une seule question, celle de la mise en œuvre d'un nouveau plan d'austérité qui frapperait à nouveau les salariés comme l'ensemble des collectivités. Que la droite cherche par ce moyen à imposer sa politique ne surprend personne. Mais l'ensemble de la gauche a la responsabilité de montrer que d'autres choix que ceux de la réduction des emplois publics, des services publics, des finances des collectivités, sont possibles.

Comment ne pas être indigné de constater que la société va mal mais que les capitalistes prospèrent. Ainsi les groupes du CAC 40 annoncent pour 2011 une hausse de leurs profits de 100 milliards d'euros ?

En vérité tout se passe comme si la détresse sociale, l'austérité, les restrictions budgétaires n'étaient là que pour enrichir les plus riches au détriment de l'immense majorité des Françaises et des Français.

Le choix n'est pas entre plus ou moins d'austérité, plus ou moins d'accompagnement social de la récession. Le choix est entre l'acceptation de ce que veulent nous imposer

les tenants des marchés financiers et la résistance à l'austérité pour prendre les <https://www.dordogne.fr/votre-departement/assemblee-departementale/opinions/communiste-citoyen-et-ecologiste?>

les tenants des marchés financiers et la résistance à l'austérité pour prendre les moyens financiers nécessaires là où ils sont et les mettre à la disposition de politiques pour le plus grand nombre, pour l'emploi, les salaires, l'éducation, les services publics. Voilà le vrai débat de la rentrée !

C'est celui qu'entendent mener les élus communistes et apparentés.

